

# DERNIERS COUPS TORDUS DES SPECULATEURS SANS FRONTIERES

Hors de tout contrôle international, les fonds spéculatifs anglo-saxons jouent à tout-va contre la Grèce pour mieux faire plonger l'euro et ramasser tranquillement la mise.

Les fameux fonds spéculatifs américains et anglais sont parvenus à semer la panique à la Banque centrale européenne. Et même à contraindre les gouvernements de l'Union à prendre, en catastrophe, des mesures discrètes pour aider la Grèce, plombée par sa dette et ses déficits.

Pourtant, ces mêmes gouvernements tentent, depuis des mois, de « réguler » les activités des banquiers et des assureurs. Avec un début de succès. Mais ils n'ont pas pris sur tous les acteurs des marchés financiers. Et certaines opérations échappent aux tentatives de régulation. Ainsi, ces fonds spéculatifs ont joué sur l'euro et la dette grecque en utilisant un outil opaque et non réglementé, les CDS. Il s'agit de contrats d'assurance qui garantissent à un prêteur de récupérer sa mise en cas de défaillance de l'emprunteur. Ces CDS s'échangent sur les marchés, hors de tout contrôle. Et quand un emprunteur va mal, comme la Grèce, leur valeur s'envole. D'où l'intérêt, pour les spéculateurs, d'enfoncer davantage ce pays. En attendant de tenter de s'attaquer à quelques autres Etats fragilisés de la zone euro.

Pour bien comprendre comment ces spéculateurs agissent, avec la complicité de banques d'affaires, tels Goldman Sachs, JP Morgan et Deutsche Bank, il faut revenir en arrière.

New York, le 8 février quelques-uns des plus importants spéculateurs américains se retrouvent dans un luxueux restaurant de Manhattan. Autour de la table, les représentants des grands fonds spéculatifs, dont George Soros, l'homme qui a fait s'écrouler la livre sterling en 1992. « Nous n'avons parlé que de nos investissements en Bourse », affirme au « Canard » un représentant du cabinet de courtage Moness, Crespi, Hardt & Co, organisateur de cette réunion de famille. Ce n'est pas l'avis du « Wall Street Journal », qui, le 27 février, a révélé l'affaire : « Ils se sont concertés pour attaquer l'euro afin de le dévaluer et de le tirer vers le niveau du dollar », assure le quotidien, qui ajoute : « Il y a beaucoup d'argent à se faire. »

## ENTENTE PRIVÉE

« S'il s'agissait d'industriels, on parlerait d'un cartel qui serait vigoureusement sanctionné », s'indigne, le 1er mars, dans « Le Figaro », Jean-Pierre Jouyet, président de l'AMF, le gendarme de la Bourse française. Or il s'agissait d'une réunion de dirigeants de « hedge funds », ces fonds spéculatifs qui, contrairement aux banques, ne sont soumis à aucune autorité de régulation, ne publient aucun compte détaillé et ne paient pratiquement pas d'impôt. « Voilà quelques années, raconte un haut fonctionnaire français, les autorités américaines ont exigé qu'ils s'enregistrent auprès de la SEC, le gendarme de la Bourse US. Du coup, ils ont filé vers les paradis fiscaux. »

Pour spéculer contre l'euro, les hedge funds disposent d'un instrument financier épatant, ces fameux CDS

(contrats d'assurance contre les mauvais payeurs). Prévoyant les difficultés financières de la Grèce, ces petits malins ont commencé à acheter des montagnes de CDS au moment où ils étaient encore bon marché, et se sont mis à les revendre quand les difficultés sont apparues. Avec, au passage, de substantiels profits : le taux du CDS sur la dette grecque s'élevait, en octobre dernier, à 1,2 % du montant du crédit. Il a atteint, le 1er mars, 3,7 %. Selon un collaborateur de Michel Barnier, le nouveau commissaire européen au Marché intérieur, près de 100 milliards d'euros de CDS ont déjà été émis sur la Grèce. Bénéfice potentiel pour les spéculateurs 2,5 milliards.

« Nous n'avons fait qu'anticiper les difficultés du pays. Même si nous en profitons, nous n'en sommes pas responsables », répondent en chœur ces braves gens. Pas sûr. « Pour que leurs affaires marchent, il faut que la situation de leurs clients empire », réplique un banquier français. Certains de ses confrères les accusent même de jeter de l'huile sur le feu.

## POLITIQUE DU PIRE

Témoin cette curieuse histoire survenue en janvier. La Grèce venait à peine de « lever » 8 milliards d'euros sur les marchés lorsqu'un article du « Financial Times » a affirmé que le pays avait tenté d'emprunter en douce, et sans succès, 25 milliards de plus à Pékin. Les professionnels en ont aussitôt conclu que la situation de la Grèce était beaucoup plus mauvaise qu'elle ne l'avouait. Du coup, le taux des CDS s'est remis à grimper, atteignant 4,2 %. Pour le plus grand profit des spéculateurs.

Seul problème, cette histoire avait été inventée de toutes pièces. Et, quelques jours plus tard, le « Financial Times » a dû reconnaître qu'il s'était fait intoxiquer. C'est en réalité Gary Cohn, numéro deux de Goldman Sachs, qui avait essayé de convaincre - en vain - la Grèce de s'adresser à la Chine. L'épisode aurait dû rester secret, mais il s'est retrouvé, déformé, dans la presse. Cherchez l'erreur et à qui elle profite.

Derrière la petite Grèce (moins de 3 % du PIB de l'Union européenne), c'est en fait l'euro qui est visé. A Bruxelles, qui coordonne la mise en place d'un plan de soutien de 25 milliards à la Grèce, l'hypothèse fait sourire. « La Californie est en état de faillite, croyez-vous que cela va mettre à mal le dollar ? », interroge un eurocrate. Certains spéculateurs, eux, le pensent, comme Chris Goekjian, directeur du fonds Cheyne Capital. Le 1er mars, à Londres, il a ainsi déclaré, lors du congrès des hedge funds : « La Grèce, c'est dépassé. Il faut penser aussi à l'Espagne, à l'Italie et au Portugal, qui affaiblissent l'euro. »

Bon courage aux dirigeants de la Banque centrale européenne et aux ministres des Finances de la zone euro pour les prochaines semaines. Et bon courage, aussi, au gouvernement britannique, dont la livre fait depuis quelques jours l'objet de sévères attaques spéculatives.

Hervé Martin - La Canard Enchaîné  
le mercredi 3 mars 2010